

Dépouillement des uns, opulence des autres

Ils sont donc revenus. Tous les cinq à dix ans, avec la régularité du coucou suisse, on les voit faire le tour des médias, mine sévère et ton compassé, et nous avertir que l'époque des rigolades est révolue. Dorénavant on devra se serrer la ceinture. Si les têtes changent, leur discours reste le même : « il y a trop de dépenses ». Car, on l'ignorait, il y a trop d'enseignant.es, trop de soignant.es, trop de transports publics, trop d'équipements, trop de logements sociaux, trop d'allocations-chômage, trop de prises en charge des malades... Pareille gabegie exige donc un remède : des coupes budgétaires. Ne parlons pas d'austérité, le mot est si vulgaire, mais d'économies, tout juste de rigueur, de gestion en « bon père de famille ». Un fantôme passe : le Père Goriot visite la start-up nation... Et tous ces ministres de se lancer en une sorte de fiévreuse surenchère : 10 milliards pour l'un, 22 pour l'autre, 30 pour un troisième... Rien ne semble les arrêter.

On pourrait se dire que ces gens-là vivent dans un autre monde. Ce qui d'ailleurs est vrai pour la plupart d'entre eux. Beaucoup ont fait leurs classes dans les Stanislas Schools, ne résident pas dans les banlieues les plus dégradées et nagent comme crocodiles dans les eaux pas toujours limpides des marigots fréquentés par les dominants. Leur cécité face aux réalités vécues par la grande majorité de la population n'est cependant pas le fruit de leur ignorance, mais un choix politique délégué.

Ces ministres ne font que mettre en œuvre les mesures exigées par celles et ceux qui les ont mandatés. Car, pendant ce temps-là, chez les actionnaires et les patrons du CAC 40, on bamboche. Les profits explosent, les cours de la Bourse s'emballent, les dividendes s'envolent... Le champagne peut couler à flots. Au même moment, des statistiques officielles soulignent que les 10 % les plus riches deviennent plus riches et que les 10 % les plus pauvres se retrouvent plus pauvres. Alors des esprits chagrins prétendent qu'il ne faudrait pas grand-chose pour récupérer les milliards manquants : taxer ces dividendes, imposer ces profits. Des mesures pas bien révolutionnaires, mais dont on nous dit qu'elles sont irréalistes, cela gripperait la machine qui, un jour ou l'autre, devrait faire ruisseler toutes les richesses sur la tête des plus malheureux... Ne rions pas de ces fariboles, elles représentent le nec plus ultra de la pensée économique des gouvernant.es.

Souvenons-nous. Si ils multiplient les déclarations péremptives et surjouent les fiers à bras dans les médias, ces gens-là partagent une même trouille, celle des jacqueries, des foules en colère s'emparant de la rue, des grèves et des occupations. Leurs cauchemars sont nos armes.

À nous de les réveiller.

*Journal réalisé collectivement
par les adhérent-e-s de SUD-Éducation
et imprimé par eux*

Numéro de CPPAP : 0324 S 05109

Directrice de publication : C. NESIC

Prix : 2€ Gratuit pour les adhérent-es

Abonnement : 20€

SUD-Éducation 76-27

8 rue de la Savonnerie, 76 000 Rouen

tel : 02 35 89 89 83 ✉ sudeduc@sudeduc7627.org

<http://www.sudeduc7627.org/>

<https://www.facebook.com/sudeducation7627>

Sommaire

Page 1 : L'édito

Page 2 : SNU

Page 3 : L'éducation en lutte

Pages 4 : Contre le sabotage du LP

Page 5 & 6 : L'extrême droite en Europe et en France

Page 7 : L'austérité, pas pour tout le monde

Page 8 : Dernières nouvelles de VISA

RENTREE 2024 : MISE EN PLACE DES GROUPES DE NIVEAU

Tu as vu ?

Ils ont mis Jean-Michel,
Pap, Gabriel, Amélie et
Nicole dans le groupe
des faibles !

Trop de lacunes !
Ils progresseront
jamais !



j' plains
l' prof !

S.

SNU : et c'est reparti pour la généralisation...

Les premiers stages dans le cadre du Service national universel datent de 2019. C'est aussi à ce moment-là que le Collectif national « Non au SNU ! » a été créé. Au fil de ces cinq années, nous avons entendu maintes annonces de sa généralisation. Et autant de reculs, pour des raisons diverses : déclarations de posture sans préparation, réserves ou désaccords d'entités censées le prendre en charge, critiques sur les expériences menées annuellement, et aussi, bien entendu, refus des organisations syndicales des travailleurs et travailleuses directement concernées, refus de la jeunesse directement concernée et de ses organisations.

Ainsi, il y a à peu près un an, Macron annonçait renoncer à cette généralisation. C'était le résultat des mouvements sociaux alors en cours dans le pays. C'est également dans ce contexte que le refus du SNU s'est considérablement élargi et manifesté à l'encontre de la caravane de propagande organisée au printemps 2023 par le gouvernement.

Aujourd'hui, le rapport de force n'est plus celui du premier semestre 2023. Les réactionnaires reviennent à la charge. Le 6 janvier, le président de la République

a parlé de « généralisation du SNU en Seconde » ; le 30 janvier, le Premier ministre précisait « en 2026 ».(...)

La généralisation du SNU représente au moins 50 000 postes d'enseignant·es et un million d'heures de cours perdues. Mais aussi le SNU s'inscrit dans un projet réactionnaire global. L'infâme loi dite « sur l'immigration », les violences policières, le productivisme qui détruit l'environnement, la volonté d'imposer l'uniforme à l'école, les appels incessants aux « réarmements », entrent dans ce cadre (...)

Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans est une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société.

Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : les jeunes du SNU seront utilisés pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé·es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU,

chaque année, 800 000 jeunes seront exploités, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragés à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Des dépenses considérables : plusieurs milliards d'euros par an, selon les derniers rapports du Sénat. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

Le renforcement de la militarisation : encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée. (...)

Alors plus que jamais : Non au SNU ! Abrogation du SNU !

Extraits du communiqué du Collectif National Non au SNU ! (dont la Fédération Sud Éducation est membre) - février 2024.



Contre la mise au pas des lycées,

mobilisons-nous



**Pour la défense de l'école publique,
les personnels de l'éducation sont un rempart
contre la politique réactionnaire et libérale de Macron et Attal !**

L'éducation en lutte

Le 1^{er} février a été un jour de luttes massives, notamment dans le 76-27 ! Dans la Seine-Maritime et l'Eure, les collègues et les parents d'élèves ont multiplié les actions telles que les piquets de grève, les opérations « collègue mort » et ont voté massivement contre les DHG dans les CA. Du Collège Simone Veil à Bourg-Achard, au Collège Victor Hugo à Caudebec-en-Caux, en passant par Picasso à Saint-Étienne-du-Rouvray, Pierre Corneille au Neubourg, Mandela à Elbeuf ou encore Branly au Grand-Quevilly mais aussi à Rouen, à Dieppe, au Havre, à Oissel et tant d'autres communes, toutes ces actions ont montré une opposition claire à la mise en place des groupes de niveaux et ont dénoncé également le manque considérable de moyens dans l'éducation publique. Actuellement, trop d'établissements sont extrêmement dégradés, mal chauffés et mal isolés.

Les lycées se mobilisent également, comme à Claude Monet au Havre où les collègues dénoncent des classes à 35 sans dédoublement. Même si la contestation a été moins massive dans les écoles, des parents d'élèves de plusieurs écoles (Molière, Thionville et Douanes) se mobilisent contre les fermetures de classes.

Les actions se sont poursuivies les jours suivants le 1^{er} février dans de nombreux établissements, mais également devant le Rectorat de Rouen mercredi 14 février ou dans l'Eure le 20 février. A Oissel, une réunion publique a eu lieu jeudi 14 mars à 18h au foyer municipal afin d'informer les parents des mesures annoncées.

Alors que nos établissements sont très souvent délabrés et pour beaucoup amiantés, le gouvernement vient d'annoncer un plan de 10 milliards d'économie et donc une dégradation toujours plus importante du service public et de nos conditions de travail. Dans le budget 2024, ce sont 2500 postes qui ont encore été supprimés. Le gouvernement annonce également avancer sur l'individualisation des carrières et la progression du « mérite ». Alors que les enseignant.es ont déjà rejeté massivement le « pacte » qui ne répond en aucun cas à une augmentation des salaires, ces annonces de carrières individualisées ne feront encore qu'accentuer les inégalités.

De la maternelle à l'université, mobilisons-nous massivement contre l'école du tri social, contre les projets réactionnaires tels que la mise en place de l'uniforme, le SNU et le déploiement de la vidéo-surveillance. A l'instar du 93, faisons front uni pour des moyens financiers et humains, des locaux restaurés et des salaires décents, y compris pour les plus précaires d'entre-nous, AESH et AED.

Continuons la grève avec des piquets, des actions médiatiques, des assemblées générales de secteur et construisons ensemble une grève reconductible. Notre colère doit s'exprimer afin que le 19 mars soit le départ d'une mobilisation dans toute l'éducation et plus largement dans les autres secteurs, car notre lutte concerne également les salaires et la vie atrocement chère. Les attaques sont nombreuses.

Répondons-y collectivement et sans division !

Participons massivement aux actions à venir !

Contre le sabotage du lycée professionnel



Le 26 février, le ministère, via la DGRH, a organisé une réunion pour échanger avec les organisations syndicales, au sujet d'un « dispositif d'accompagnement des PLP » (sic) dans le cadre de la réforme des LP.

Dans les faits, il s'agissait de présenter tous les outils de reconversion professionnelle que la DGRH va mobiliser pour recaser les PLP impacté·es par les suppressions de filières. En réalité, il s'agit d'un véritable plan social reposant sur le recyclage des PLP pour pallier le manque d'enseignant·es à tous les niveaux et mettre en pratique la casse avec les nombreuses fermetures de sections qui s'annoncent, en particulier dans les filières tertiaires.

Le ministère a donc présenté ses propositions de reconversions à destination des nombreux·ses PLP titulaires concerné·es :

- continuer à enseigner dans sa discipline mais en BTS ou en collège/LGT ;
- changer de discipline en restant PLP ;
- obtenir un détachement dans un autre corps de l'Éducation nationale (PE, certifié·e, etc.)
- remplir d'autres fonctions au sein de l'Éducation nationale : DDFPT (Directrice Déléguée aux Formations Professionnelles et Technologiques) responsable Bureau Des Entreprises, CFC, personnel de direction, etc. ;
- obtenir un détachement dans un autre ministère ;
- se reconverter dans le privé.

Voilà pour la théorie car pour les travailleur·ses des lycées pro, cela va inévitablement se traduire par son lot de maltraitances institu-

tionnelles et de larmes. Il faut en effet se souvenir de la manière dont un précédent « dispositif d'accompagnement des PLP » s'est déroulé pour la filière GA (bac pro Gestion-Administration), frappée il y a quelques années par un plan social similaire, suite à la fermeture de nombreuses sections de bac pro GA sur l'ensemble du territoire. Leurs collègues des LP ont pu constater alors combien les reconversions subies furent éprouvantes moralement, nerveusement et professionnellement pour les concerné·es.

Qu'on se souvienne par exemple des larmes versées en salle des professeur·es par nos collègues de GA, perdu·es dans les démarches et naviguant entre les informations contradictoires distillées par des interlocuteur·trices censé·es les « accompagner humainement ». Ou de cette collègue à qui la hiérarchie propose de se reconverter comme DDFPT puis qui voit finalement la porte se refermer, après s'être vu reprocher... son âge. Qu'on se souvienne encore de cet autre PLP qui devient par la force des choses adjoint-gestionnaire et que le rectorat envoie directement sur un premier

poste plus que compliqué, le collègue devant gérer sans expérience une situation financière catastrophique suite à des malversations. Enfin, de cette collègue qui se retrouve stagiaire dans une autre filière tertiaire, à cinquante ans passés, et se voit menacée de ne pas être validée par son IEN après des mois de travail intensif pour se former, y compris lors de périodes de stage en entreprise pendant les congés... Bref, pour bon nombre de PLP contrain·tes de se reconverter, les promesses d'accompagnement risquent fort de les mettre en situation de grande souffrance.

Face à ce plan social annoncé, les PLP n'ont d'autre choix que la lutte collective. Face à un gouvernement qui s'essuie les pieds sur les revendications des organisations syndicales et continue son entreprise de casse du service public de la voie professionnelle, les PLP doivent absolument amplifier les mobilisations, dans la foulée d'une première journée de grève réussie dans les LP le 12 décembre dernier, et en lien avec l'ensemble des luttes actuelles menées dans l'Éducation.

SUD éducation revendique un LP de qualité qui, associant enseignement professionnel et enseignement général, apporte aux élèves autonomie et esprit critique. Nous exigeons :

- l'abandon de la réforme de l'enseignement professionnel et l'annulation de la modification du calendrier scolaire,
- un parcours scolaire décent pour les élèves,
- une scolarité exclusivement sous statut scolaire des élèves de CAP et de bac pro,
- le retour au bac pro 4 ans et l'ouverture de classes de CAP.

L'extrême droite au pouvoir en Europe, conséquences sur l'éducation.

Les partis d'extrême droite progressent partout en Europe. Ils sont aujourd'hui à la tête des gouvernements italien et hongrois et jusqu'à décembre 2023 également aux commandes de la Pologne. Et demain peut-être aux Pays-Bas et au Portugal ?

Ailleurs dans l'Union Européenne, ils participent à l'exécutif finlandais et slovaque et offrent leur soutien à celui de la Suède. Ils sont nationalistes, ultraconservateurs, pro-Poutine ...

Cette vague brune inquiète car elle colporte ses idées nauséabondes : racisme, nationalisme, anti-immigrationnisme, homophobie, défense du patriarcat. La liste est longue et non exhaustive. Ce repli sur soi mènera inéluctablement à la guerre. Modifications des lois, des constitutions, arrestations arbitraires, ces gouvernements utilisent aussi des moyens non coercitifs tels que la culture, les valeurs, les politiques sociales, pour renforcer leur emprise sur la population. Évidemment l'école apparaît comme un lieu privilégié pour cet endoctrinement. Faisons le tour de trois pays, Italie, Pologne et Hongrie, pour constater les dégâts.

En Italie, l'arrivée est plus récente mais les attaques sont déjà présentes comme par exemple ce projet de loi pour sanctionner les directeurs d'école qui s'opposent à l'organisation de crèches dans les écoles ou bien à Florence, début 2023, où de jeunes lycéen.nes qui ont été violemment frappés.es par plusieurs militants de « Azione Studentesca » (parti associé au parti "Frères d'Italie" dont Giorgia Meloni a été la dirigeante).

Pour la Pologne, depuis 2017, date effective de la mise en place de la réforme scolaire, de nombreux articles décrivent et expliquent les raisons du caractère conservateur et nationaliste de l'école polonaise : poèmes mettant l'accent sur l'identité nationale dans les manuels pour enseigner les compétences en lecture, modifications du programme d'histoire pour mettre en valeur des héros nationaux, révision de la période communiste durant la 2e guerre mondiale, promotion du patriotisme. Enfin ce gouvernement a largement augmenté la place de l'enseignement religieux. Un directeur d'un collège de la banlieue de Varsovie s'en inquiète et dit : « Il s'agit d'élever un être humain obéissant, xénophobe, traditionaliste, extrêmement catholique, sans aucune valeur européenne. »

Enfin pour la Hongrie, les conséquences sont alarmantes : réduction du droit de grève, licenciement en cas de contestation, dénigrement continu des enseignant.es dans les médias. Avant 2010, le système éducatif hongrois était décentralisé et accordait aux enseignant.es,

aux établissements scolaires une grande autonomie notamment en matière de pédagogie. Depuis 2011 et les différentes lois promulguées, Viktor Orbán qui a remis à plat le statut des enseignant.es. En 2014-2015, une étape a été franchie avec un cadrage idéologique centralisé et une autonomie sans moyens laissée aux municipalités engendrant des problèmes quotidiens (plus de craies pour les tableaux, plus de papiers pour les élèves ...). Programmes idéologisés, imposition des manuels, baisse des rémunérations des profs, aucune concertation avec les syndicats, centralisation des décisions et de la formation des enseignant.es ... Ce gouvernement, en parallèle de ses politiques anti-immigration et de son manque de soutien des les minorités, a évidemment réduit (supprimé?) la prise en compte de la diversité, l'inclusion et les droits humains à l'école. De la maternelle à l'université, l'enseignement semble se resserrer sur l'identité nationale, la famille et la religion.

C'est dans ce contexte que le mouvement "Tanítanék" ("J'enseignerai" en hongrois) à l'initiative d'enseignant.es est apparu. Il se concentre sur les droits des enseignant.es, la promotion d'une éducation de qualité pour les élèves. Ils et elles organisent des manifestations, des grèves et des actions de sensibilisation pour mettre en lumière les problèmes du système éducatif. Les menaces et sanctions (licenciements abusifs) envers les militant.es sont malheureusement nombreuses. Le parlement européen les a récompensés.es par le Prix des citoyens européens pour soutenir leurs actions.

En conclusion, alors que nous pensions peut-être naïvement être à l'abri du retour de l'extrême droite et de ses idées en Europe, région du monde si durement touchée par la 2e guerre mondiale, nous en voyons aujourd'hui que son influence éloigne l'école de tout objectif émancipateur. Ces partis politiques, aux idéologies nationalistes, conservatrices et parfois xénophobes, révisent leur histoire nationale, renforcent l'identité nationale par des programmes d'éducation civique axés sur le patriotisme et des activités visant à renforcer le sentiment d'appartenance à la nation. Ils promeuvent une éducation sexuelle normative, la religion, tout en réduisant l'éducation inclusive et les droits des minorités. Enfin la censure et le contrôle de l'information passent par des restrictions sur les manuels scolaires, la suppression de contenus considérés comme politiquement sensibles et une pression sur les enseignant.es pour la diffusion des idées conformes à l'idéologie du parti au pouvoir et elles seules. Ces changements ont vocation à façonner les attitudes et les croyances des jeunes générations et de la société dans son ensemble à long terme.

Et en France alors ?

Même si en France, les partis d'extrême droite ne sont (encore?) pas au gouvernement, leurs idées par contre infusent très largement dans la société et à l'école. On peut commencer par la loi immigration, portée par le gouvernement et votée le 19 décembre 2023, qui est une régression sans précédent. Elle prévoit des restrictions fortes d'accès aux aides sociales puisqu'il faudra passer 3 à 5 ans sur le territoire français pour en bénéficier, des quotas migratoires, des mesures de déchéance de nationalité, l'abandon du droit du sol pour les personnes nées en France, le durcissement des conditions du regroupement familial, des mesures discriminatoires à l'encontre des étudiant·es étranger·es, ainsi que le rétablissement du délit de séjour irrégulier. Ce sont clairement des mesures racistes qui renouent avec les heures les plus sombres de notre histoire.

Dans l'Éducation nationale, comme ailleurs les attaques existent déjà. Rappelons que l'association zemmourienne "Parents Vigilants" utilise les réseaux sociaux pour dénoncer et mettre en danger des collègues qui organiseraient des sorties scolaires, proposeraient des cours, ateliers dont les thématiques comme la lutte contre les LGBTIphobies, les droits des personnes migrantes, l'éducation à la vie sexuelle et affective heurtent leurs convictions réactionnaires. Il s'ensuit une campagne de harcèlement en ligne, allant parfois jusqu'à la publication du nom et de l'adresse d'enseignant·es visées, et parfois d'un rassemblement devant l'établissement.

La rentrée scolaire a commencé avec la note de service sur « les tenues de type abaya ou qamis », considérant ces vêtements comme la manifestation à une appartenance religieuse. Ces tenues n'étant nullement définies, c'est l'arbitraire qui allait prévaloir et ce sont les AED, en première ligne qui ont dû mener cette tâche impossible entre humiliations islamophobes et sexismes quotidiens. Les jeunes filles musulmanes ou supposées telles ont dû se justifier des vêtements qu'elles portaient. Belle stigmatisation d'une partie de la population en raison de sa confession réelle ou supposée, et confirmation que les femmes sont toujours les premières visées, et toujours trop ou pas assez vêtues.

L'année 2024 commence avec un "réarmement citoyen" et le port de l'uniforme à l'école. Rien d'étonnant que l'expérimentation sur plus de 700 élèves commence à Béziers où le maire est Robert Ménard, figure emblématique de l'extrême droite et du Rassemblement bleu Marine. L'uniformisation, à commencer par celle des enfants, a toujours été une volonté des pouvoirs autoritaires de contrôler et discipliner les masses, émanations d'idéologies réactionnaires d'un nationalisme nostalgique et d'un passé fantasmé.

Enfin l'affaire du lycée privé, catholique, "Stanislas" à Paris, a relancé le débat de l'enseignement dans ce type d'établissements (prisés par nos ministres qui y scolarisent leurs enfants). Classes non mixtes, enseignement religieux obligatoire, contenus des programmes revisités selon les théma-

tiques (éducation sexuelle, avortement, discriminations homophobes ...) Pour rappel, ces établissements scolaires confessionnels sous contrat continuent de recevoir à 76 % les subventions de l'État et des collectivités territoriales (salaires des enseignant·es, formation, construction et entretien du bâti).

C'est tout le contraire de l'école souhaitée par SUD éducation, celle qui permet les échanges, les rencontres et l'interaction d'individus avec leur propre identité, sensibilité et culture. Nous pensons que c'est en créant des établissements avec une véritable mixité sociale et des personnels en nombre suffisant qu'on luttera contre les discriminations et les inégalités.

SUD éducation revendique la liberté de circulation et d'installation, la régularisation de toutes les sans-papiers, le respect inconditionnel du droit d'asile, l'accès à un logement, à l'école, aux soins et à la santé pour toutes, la scolarisation des jeunes étranger·es au sein du service public d'éducation indépendamment de l'âge, de la nationalité et du statut administratif, une durée d'accueil dans les dispositifs adaptés aux besoins de chaque élève pour une orientation choisie et non subie, la création de postes d'interprètes dans l'Éducation nationale, l'enseignement des langues d'origine des élèves dans les établissements, le libre accès à l'enseignement supérieur et à la recherche sans conditions de nationalité et frais supplémentaires, l'obtention d'un titre de séjour "scientifique chercheur" pour toutes les doctorant·es et non plus seulement les ressortissant·es de l'UE.

L'extrême droite de Le Pen à Zemmour est un danger pour l'école, pour les personnels et pour les élèves !

progression alarmante de l'extrême droite

<https://visa-isa.org/categorie/analyses>

<https://www.sudeducation.org/category/extreme-droite/>



L'austérité, mais pas la même pour tout le monde ...

Richesses privées, misère publique

Alors que les banques privées ont fait 27 milliards € de bénéfices en 2023 qui vont être équitablement répartis entre actionnaires, le ministre de l'économie annonçait le 18 février un plan d'austérité budgétaire pour les services publics de 10 milliards € pour 2024.

Ces coupes franches visant à combler une partie de la dette creusée comme jamais par les gouvernements Macron pour aider les entreprises et les banques privées, vont, en accord avec les principes de l'ultra-libéralisme, principalement porter sur les dépenses liées à l'éducation, l'enseignement supérieur, l'écologie et l'emploi.

Pendant ce temps, les bilans pour 2023 des entreprises françaises du CAC 40 révèlent au grand jour des résultats historiques. En cumul, le bénéfice net record s'élève à 153,6 milliards €, dont les actionnaires se sont arrogés équitablement 67,8 milliards € de dividendes et 30,1 milliards € de rachats d'actions.

Vous avez dit intérêt général ?

Ainsi, c'est près de 700 millions € (M€) qui vont être pris sur le budget de l'éducation nationale. Le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur supporte à lui seul 18% des coupes budgétaires. Puis ce sont les ministères de l'écologie, de l'Éducation nationale, et le soutien à l'emploi qui sont les plus impactés.

Plus de 900 M€ de crédits sont annulés pour la recherche et l'enseignement supérieur ! C'est le programme « recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » qui est principalement touché avec 383 millions € annulés, puis 192 M€ pour la recherche spatiale, 125 M€ pour la vie étudiante et 80 M€ sur le programme « Formations supérieures et recherche universitaire ».

Ce seraient 8000 postes qui seraient supprimés dans l'enseignement, 7 500 dans la recherche, 300 dans la justice, et ... 0 dans la police estime le collectif Nos services publics.

Les collectivités locales seront également touchées de plein fouet par la réduction (400 millions €) des dotations du fonds vert, qui finance la transition écologique des territoires, par exemple la rénovation des écoles ou la mise en place de mobilités durables.

Et la démocratie dans tout ça ?

Ces coupes franches ne le sont pas vraiment. En effet, le gouvernement agit par voie réglementaire et évite, encore une fois, un débat parlementaire. La loi de finances rectificative ce sera pour plus tard ! En juillet habituellement, pour faire passer les pilules rigoristes

juste avant la trêve estivale... Car d'autres sabrages vont forcément venir. Il faudra bien inscrire au budget (la loi de finances) les 400 millions € promis aux agriculteur.trices et les 3 milliards d'aides militaires promis à Zelensky. Et Bercy a déjà prévenu que 12 milliards € d'économies seront nécessaires en 2025...

Pourquoi ne pas faire autrement ?

Les idées ne manquent pourtant pas pour augmenter les recettes de l'Etat de manière juste. Un prélèvement sur le patrimoine financier des plus aisés rapporterait par exemple 5 milliards par an, comme préconisé dans un récent rapport publié par l'économiste Jean-Pisani Ferry et l'inspectrice générale des finances Selma Mahfouz. Revenir sur la baisse des impôts de production, cadeau fait aux entreprises, rapporterait de son côté 10 milliards. On peut aussi taxer les superprofits ou encore réformer le système d'imposition sur les successions, a rappelé Oxfam cette semaine.

Pourtant personne n'y croit !

« Il s'agit d'un non-sens. Une telle baisse des dépenses publiques lorsque la croissance est en berne risque d'avoir un effet récessif pesant lourdement sur l'activité économique », a alerté le président de la Commission des finances de l'Assemblée.

Mais le plus étonnant vient du camp gouvernemental ! Car c'est bien Bruno Lemaire qui déclarait devant le Sénat le 22 février 2022 : "L'austérité est une impasse. .../... Nous l'avons essayée et cela a été un échec. .../... Les chiffres sont sans appel."

La constante morbide de ce gouvernement (réforme de l'assurance chômage, des retraites ...) a encore frappé. Sur qui ? Sur les actionnaires, les investisseurs, les ultra riches ? Non bien sûr ! Ce sont encore les plus pauvres qui vont morfler. Celles et ceux qui n'ont pour seule richesse que le service public !



V.I.S.A

(Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes)

Le 21 février s'est tenue une première réunion intersyndicale contre l'extrême droite, pour la création d'un VISA local (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes).

Elle a réuni des représentant-e-s de l'Union Départementale CGT, de l'Union Locale (UL) CGT de Saint Etienne, de l'UL CGT de Couronne/Quevilly, de SUD culture, SUD poste, SUD informatique, SUD chimie, de Solidaires finances publiques 76, de l'UNIRS (Union Nationale Inter-professionnelle des Retraité-e-s Solidaires) et de SUD éducation 76/27.

Furent débattues, entre autres, des possibilités d'organiser conjointement des formations (avec des formateurs VISA) et la perspective d'un 1er mai contre l'extrême droite.

Première réunion très positive qui a mis en évidence un consensus sur l'importance de combattre de façon la plus large et la plus unitaire possible ces idées nauséabondes qui dépassent le strict périmètre du RN et qui sont les ennemies de notre camp social.



Une prochaine réunion se tiendra le 27 mars. Nous comptons sur la présence de la FSU (qui s'était excusée pour la première réunion), de FO, de la CFDT et de l'UNSA.

Voici quelques liens utiles qui permettent d'approfondir nos connaissances sur l'ensemble de l'extrême droite et d'étayer nos argumentaires :

- **VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) :** <http://www.visa-isa.org/>
- **La Horde :** <http://lahorde.samizdat.net>

Site féministe de lutte et d'arguments contre l'extrême droite :

- <http://droitsfemmescontrextrêmesdroites.org>

Debunkers (démolisseurs des rumeurs, des hoax d'extrême droite sur internet) :

- <http://www.debunkersdehoax.org>

DES ARTISTES POUR LES MIGRANTS

CONCERT

le vendredi 12 Avril - 19h à Mont Saint Aignan

Faculté de Lettres

Amphithéâtre AXELRAD

Entrée - 10€ / Étudiant, Sans emplois - 5€

avec les groupes :

« Traces originelles » et « Coup de chant »

RESF Rouen

Maison des associations

22 Bis rue Dumont D'Urville, 76000 Rouen

Le RESF reçoit tous les mercredis sur rendez-vous entre 14h00 et 17h00.

Téléphone :

(urgence ou prise de rendez-vous)

07.83.18.46.77

Mail : resf76.rouen@orange.fr

PERMANENCES DE SUD-ÉDUCATION 76/27

Mel: sudeduc@sudeduc7627.org, sur la toile: <https://sudeduc7627.org>

<https://www.facebook.com/sudeducation7627>

ROUEN : 8 rue de la Savonnerie,
76000 ROUEN

☎(&fax) : 02 35 89 89 83

☎: 06 68 63 20 05

→ Mardi : 09h00 - 16h30

→ Mercredi : 09h00 - 16h30

→ Jeudi : 09h30 - 16h30

DIEPPE : Maison des associations,
14 rue Notre Dame

chaque 1^{er} jeudi du mois, 15h00-18h00

✉: solidairesdieppe@gmail.com

LE HAVRE : Maison des syndicats,
119 Cours de la République
☎: 02 32 92 18 85

→ Vendredi : 09h30 - 16h30

EVREUX : Bourse du travail,
17 ter Rue de la Côte Blanche
☎: 09 50 50 86 15

→ Vendredi : 09h00 - 12h00